

Ecrit par le 23 novembre 2024

Salon de l'agriculture : les Vauclusiens brillent avec leurs médailles mais stressent après un été torride et un hiver aride



Dans le Vaucluse, un agriculteur sur trois est ... une agricultrice. Et, pour l'inauguration, mardi 28 février, du stand du département au Salon international de l'agriculture à Paris, pas moins de 3 femmes ont pris la parole : Violaine Démaret, préfète de Vaucluse, Dominique Santoni, présidente du Conseil départemental et Georgia Lambertin, présidente de la Chambre d'agriculture 84.

Cette dernière a commencé par évoquer le thème de cette 59^e édition : l'abeille en expliquant que,

Ecrit par le 23 novembre 2024

désormais agriculteurs et apiculteurs travaillaient main dans la main, en bonne intelligence, pour installer des ruches aux abords de leurs champs. « Ils ont besoin des abeilles pour polliniser les fleurs qui donneront des fruits. Sans elles, c'est comme sans eau, pas d'agriculture possible. Il faut que nous cohabitons sereinement. Avec des prairies, comme à Châteauneuf-du-Pape où 42 km de haies vont être plantés, un 'Marathon de la biodiversité' avec les jeunes vignerons de l'appellation. »



Le stand du Département de Vaucluse au Salon de l'agriculture 2023. DR

L'eau est au cœur des préoccupations

L'eau est au cœur des préoccupations de tous, après un été torride et un hiver aride : plus d'un mois sans une goutte de pluie. « Il ne doit pas y avoir de guerre de l'eau », poursuit Georgia Lambertin

La préfète embraye dans le même sens. « L'eau est un sujet majeur dans le Vaucluse. L'été 2022 a été un détonateur avec des restrictions drastiques d'arrosage. Nous avons deux projets importants d'irrigation sur le territoire. D'abord, HPR (Hauts de Provence Rhodanienne), entre le nord du Vaucluse et le sud de la Drôme. Préserver la nappe du miocène et pomper l'eau du Rhône qui est peu sollicité, c'est une façon d'aider les agriculteurs à faire pousser leurs fruits et légumes. HPR, on en parle depuis plus de 20 ans, mon prédécesseur (ndlr : Bertrand Gaume) avait réussi à faire avancer ce projet. Depuis juin dernier, il y a deux comités de pilotage (un pour chaque département) et fin-janvier dernier, à Bollène, les partenaires sont tombés d'accord pour mener des études, définir les besoins et le financement et l'Etat sera le

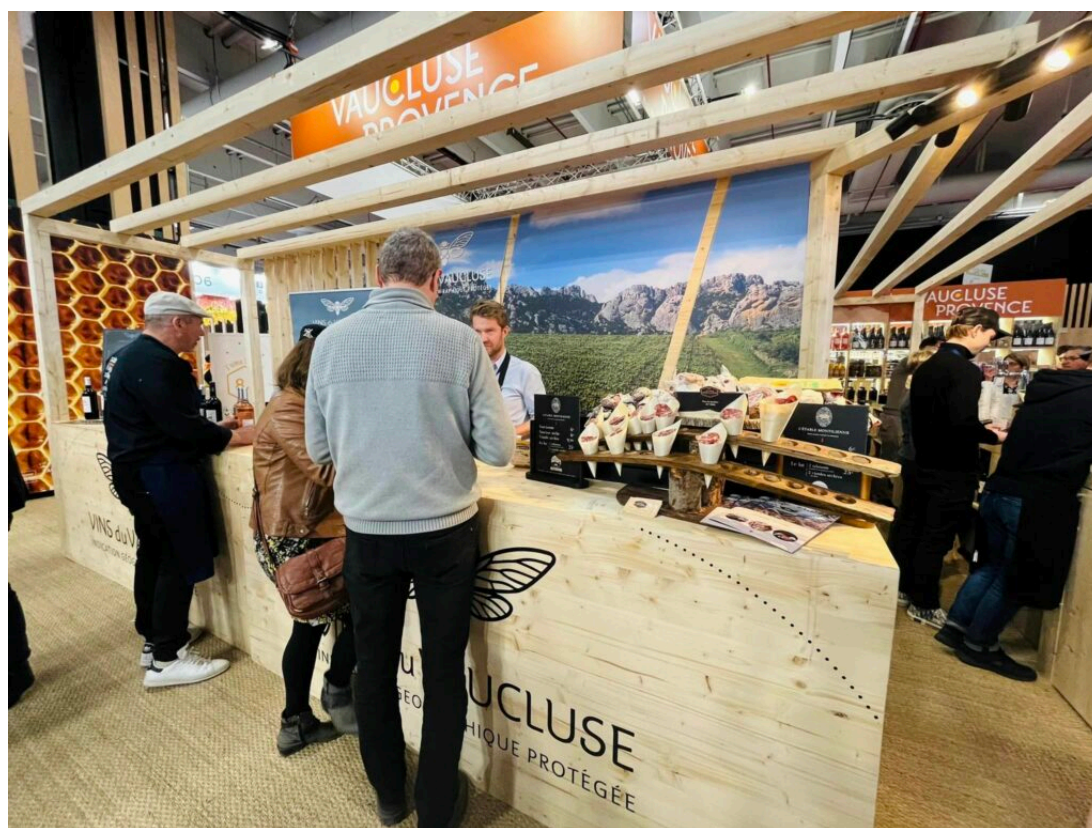
Ecrit par le 23 novembre 2024

premier à mettre la main à la poche. »

[Lire également : "Dominique Santoni, Présidente du Conseil Départemental, lance les 1ers Etats Généraux de l'Eau en Vaucluse"](#)

Le plateau de Sault en première ligne du réchauffement climatique

Autre territoire concerné par le manque d'eau : le plateau de Sault où il a fallu envoyer des camions-citernes au secours des habitants cet été. « La lavande, sa distillation, ses huiles essentielles sont une des dominantes du secteur, ajoute Violaine Démaret, Avec le contrat d'avenir Durance-Ventoux, signé la semaine dernière à Carpentras, 7M€ seront déboursés dans un premier temps, 14M€ à terme. »



DR

L'eau évidemment, il en a été question avec le président de la Région Sud, Renaud Muselier qui a évoqué l'aqueduc romain du Pont du Gard, les jets d'eau du Palais Longchamp en haut de la Canebière, Pagnol et sa Manon des Sources, mais aussi le barrage de Serre-Ponçon et la Société du Canal de Provence : « Nous affichons une vraie volonté d'être sobres en eau et solidaires les uns des autres. Pas de guerre des usages entre les paysans et les propriétaires de piscines. En tout, 800M€ vont être injectés dans la région Sud. Il faut également lutter contre les 5 à 10% de fuites et enfin, nous allons expérimenter un

Écrit par le 23 novembre 2024

système de re-traitement des eaux usées. En Israël le chiffre de récupération est de 80%, en Espagne de 20% et nous, moins de 1%, il y a une réelle marge de progression. » Un Plan d'action de l'eau sera proposé au vote des élus du Conseil régional le 24 mars prochain à Marseille.



La préfète de Vaucluse (à droite) avec un verre de sirop de melon de Carpentras.

Définir une stratégie en matière d'hydraulique agricole

Dominique Santoni, la présidente de l'exécutif est revenue sur les états généraux de l'eau qu'elle a été la première à organiser à Avignon le 1er décembre dernier. « On a rassemblé tous les acteurs concernés et ils ont permis de valider la pertinence de notre stratégie en matière d'hydraulique agricole, c'est un défi majeur, un enjeu vital pour notre souveraineté alimentaire. »

« Après avoir envahi les territoires alpins, les loups s'aventurent désormais dans les espaces urbains. »

Ecrit par le 23 novembre 2024

Autre préoccupation, celle des éleveurs, traumatisés par les loups qui égorgent leurs troupeaux. « Non seulement, ils envahissent les territoires alpins, mais ils s'aventurent désormais dans les espaces urbains. Nous devons être aux côtés de nos bergers » martèle Renaud Muselier. Nous devons mieux réguler la présence des loups, augmenter le nombre de prélèvements puisque en France, 60% des attaques ont lieu en Provence-Alpes-Côte d'Azur. En accord avec les agents de la louveterie, nous allons créer une 'brigade loup' et les équiper de lunettes à visée thermique pour détecter leur présence la nuit. »

Le président Renaud Muselier s'est aussi félicité du coup d'arrêt d'un arrêté « véritable rouleau compresseur européen contre le lavandin et de sa supposée dangerosité neurotoxique au-delà de 8% de camphre. Il est suspendu mais pas définitivement, le combat doit continuer ».



L'épicerie gourmande du Vaucluse.

Préparer la relève en dépit du prix du foncier

Renouveler les générations, aider les jeunes à s'installer est aussi une priorité quand on sait qu'en 10 ans la France a perdu 11% de ses fermes et que 20 000 paysans partent à la retraite chaque année, mais que seulement 14 000 jeunes leur succèdent. Pour 2023-2027, une dotation de 14,6M€ de la Région plus une autre de 9,1M€ du Feader (Fonds européen pour le développement rural) seront allouées pour qu'ils accèdent notamment au foncier dont le prix s'envole chaque année en Provence.

Ecrit par le 23 novembre 2024



André Bernard, président de la Chambre régionale d'agriculture et ancien président de la Chambre d'agriculture de Vaucluse.

André Bernard, le président de la Chambre régionale d'agriculture était aussi présent lors de la séance d'inauguration de l'espace vaucluse. « Ce magnifique stand donne une image positive du savoir-faire des paysans. Ils s'adaptent en permanence, à la sobriété en énergie, en intrants, en eau. Nous devons renforcer les circuits-courts et les organiser pour qu'ils ne tournent pas en rond. »

Il a salué également les 300 médailles récoltées par le département, dont 284 pour les vins (116 or, 113 argent, 55 bronze), « Un palmarès dont nous sommes fiers ».

Les producteurs ramènent leur fraise

En dehors des élus, une quarantaine de producteurs sont bien sûr présents à Paris, comme Dominique Bégnis, président de la Confrérie de la Fraise de Carpentras. « Ce sont les premières de l'année, elles sont pulpeuses, sucrées, goûteuses, donc appréciées par les visiteurs du salon. On en produit autour de 6 000 tonnes par an, le 12 mars, on les offrira aux députés et aux sénateurs ». Autre amateur de fraise, Serge Clavel, qui s'en sert depuis 25 ans pour ses berlingots, ses confitures, ses sirops, sa pâte de fraise et ses biscuits « C'est un produit sublime, je l'adore sous toutes ses formes ». Pour l'autre Confrérie, celle

Écrit par le 23 novembre 2024

de Velleron, Robert Rouch dira simplement « Ce diamant rouge, c'est le premier sourire du printemps ».



Le confiseur Serge Clavel fait la promotion de la fraise de Carpentras.

Parmi les caves distinguées 'La Présidente' à Sainte-Cécile-Les-Vignes, qui est l'un des plus vieux domaines de Vaucluse, né en 1701. On a connu le grand-père, Max Aubert, puis le fils, René, trop tôt disparu, c'est désormais Céline qui le dirige et qui vient de décrocher 2 médailles d'or au Concours général, en Châteauneuf-du-Pape, Cuvée Simon Alexandre, rouge et blanc, 10 000 bouteilles de chaque couleur « On est ravi, chez nous c'est le goût qui prime avant tout », commente Maéva Nicolleau en charge des ventes.

Ecrit par le 23 novembre 2024



Maéva Nicolleau de la cave de La Présidente, double médaille d'or pour un blanc et un rouge de Châteauneuf-du-Pape.

Des chiffres qu'il faut rappeler sans cesse pour montrer le dynamisme de l'agriculture vaclusienne : c'est le premier département producteur d'ail, de cerise, de raisin de table, d'essence de lavande, de courges et de potirons. Le deuxième pour les pommes Golden et Granny Smith, les poires Guyot, la figue et les melons sous serre et le troisième pour les vins d'appellation, la fraise et la pastèque.

Agri-bashing : « Cessons de maltraiter ceux qui nous font vivre. »

Ecrit par le 23 novembre 2024

La présidente Dominique Santoni conclut : « Jusqu'à dimanche, ce salon, [c'est une véritable lune de miel entre notre département et nos producteurs](#). Ils boostent notre attractivité touristique, façonnent nos paysages, améliorent notre qualité de vie. Décidément, ils en ont du talent, les Vauclusiens. »



La présidente du Conseil départemental de Vaucluse. DR

Et pour ceux qui, a contrario, font de l'agri-bashing, dénigrent de longue les paysans, critiquent leur utilisation de pesticides, leur productivisme excessif, les mauvais traitements qu'ils infligeraient aux animaux, un chiffre d'abord : un paysan se suicide tous les deux jours en France d'après la MSA (Mutualité sociale agricole). Ensuite, un livre vient de sortir. [Nourrir de Sylvie Brunel](#) chez Buchet-Chastel. Un vrai plaidoyer pour les paysans « Cessons de maltraiter ceux qui nous font vivre. Ils assurent notre quotidien et de notre environnement. Que seraient la Camargue sans les marais, le Ventoux sans la lavande? » La géographe qui enseigne à La Sorbonne ajoute : « En France, nous battons le record du nombre de piscines privées et chlorées et on accuse les paysans de gaspiller l'eau, on croit rêver. Ils doivent faire face aux caprices de la météo, à la mondialisation, à la concurrence déloyale, à la prolifération de normes françaises qui se surajoutent à celles de la Communauté européenne. Après le Covid, quand ils ont déferlé des métropoles pour venir vivre à la campagne, ils n'ont eu de cesse de pourrir la vie des paysans, dénoncer le bruit des tracteurs et le chant du coq trop matinal. Il est temps de

Écrit par le 23 novembre 2024

reconnaître leurs efforts pour notre souveraineté alimentaire et de les rémunérer dignement pour qu'ils vivent de leur labeur ».

De l'égout au robinet



En Provence, peut-être plus qu'ailleurs, on manque d'eau et ça ne risque pas de s'arranger. Toutes les cultures en souffrent, et en particulier celles qui n'étaient traditionnellement pas irriguées comme la vigne, les amandiers ou les oliviers. Mais, il existe peut être une solution et cela sans puiser dans les nappes phréatiques. Quelques oléiculteurs des Alpilles se lancent aujourd'hui dans une expérimentation qui pourrait être riche d'enseignements.

On pourrait appeler cela l'autre « French Paradox* ». Un de plus. Et celui-ci mérite qu'on s'y intéresse. Si

Ecrit par le 23 novembre 2024

en France, on manque d'eau, seul 1% des eaux usées et retraitées sont utilisées. Difficile de faire plus bas. Dans certains pays le taux de réutilisation est beaucoup plus important : 14 % en Espagne et jusqu'à 90 % en Israël. Les spécialistes appellent cela le REUT, pour Réutilisation des Eaux Usées reTraitées.

Donc, en France on n'est pas bon. Mais où vont toutes ces eaux retraitées pourriez-vous légitimement vous demander ? Excellente question. Elle est rejetée dans la nature. Sans autre forme d'explications. Juste à titre d'exemple la station d'épuration de Maussane-les-Alpilles, traite et rejette chaque jour 4 000 M3 d'eau... C'est à partir de ces constats que plusieurs oléiculteurs des Baux-de-Provence se sont réunis pour mettre en place une expérimentation d'irrigation à partir des REUT de la station de Maussane-les-Alpilles. Cette expérimentation portera sur quelques centaines d'oliviers et sera étendue à des amandiers. On attend aujourd'hui le feu vert de la préfecture.

“Comme si nous ne pouvions agir qu'en étant au bord du précipice”

Des vigneron de l'Hérault utilisent déjà depuis plusieurs années cette solution d'irrigation avec succès. D'autres exemples existent aussi en France. Mais alors pourquoi ne pas y avoir pensé plus tôt? Cette histoire pourrait nous faire penser à celle de la crise énergétique. Il a fallu que ses prix explosent pour qu'on se décide à l'économiser. Même la crise pétrolière de 1973, qui a permis une certaine prise de conscience, n'a pas fait beaucoup avancer les choses. Voyez la situation actuelle.

Tous les prévisionnistes et scientifiques patentés sont trop souvent considérés comme des oiseaux de mauvaise augure et leurs propos peu pris en compte. Cause toujours.

Comme si au fond nous ne pouvions agir qu'en étant au bord du précipice. Il nous faut voir le danger de très prêt ou d'assister aux premières conséquences de notre inaction pour enfin avancer. Sommes-nous trop hermétique aux changements ou peu enclin à renoncer à quelques facilités ? En effet, si on en revient à nos oléiculteurs provençaux il faudra évidemment trouver une solution pour acheminer l'eau jusqu'aux champs concernés.

Les efforts sont à ce prix. On a rien sans rien, mais s'agissant de notre avenir on devrait pouvoir se bouger !

**The French Paradox a mis évidence la contradiction supposée entre la richesse de la cuisine et des vins du Sud-Ouest français et la relative bonne santé des habitants de cette région en matière de maladie cardiovasculaire.*

Écrit par le 23 novembre 2024

La Roque-sur-Pernes : les enfants participent à un projet éducatif sur l'assainissement



Après avoir visité la station d'épuration (STEP) de la Roque-sur-Pernes en juin dernier, les élèves ont découvert celle de Carpentras la semaine dernière grâce au [Syndicat Rhône-Ventoux](#).

A la Roque-sur-Pernes, la classe de CE2, CM1, CM2 de Quentin Rouvière participe à un projet pédagogique en collaboration avec le syndicat Rhône Ventoux. L'objectif du projet est de permettre aux élèves de participer à la réalisation de la nouvelle station d'épuration du village, de la phase projet jusqu'à son aboutissement. Ce programme éducatif les amène à comprendre le cycle de l'eau, à découvrir les étapes de l'épuration des eaux usées et à mesurer l'impact d'une station d'épuration sur la protection du milieu naturel et de la biodiversité.

Ecrit par le 23 novembre 2024

Ainsi, après avoir visité la station d'épuration (STEP) de la Roque-sur-Pernes en juin dernier, les élèves ont découvert la station d'épuration de Carpentras la semaine dernière. Cette visite, menée par Suez, le délégataire du service assainissement, a été l'occasion de rappeler aux enfants les différentes étapes du traitement des eaux usées avant d'être rendues au milieu naturel ainsi que les bonnes pratiques et écogestes à adopter pour réduire la pollution des eaux usées et permettre une bonne gestion de celles-ci sur la STEP.

A travers la visite de ce nouvel ouvrage, les élèves ont pu se rendre compte que le dimensionnement des stations d'épuration et leurs procédés peuvent être différents d'une commune à l'autre.

Avec ce type d'actions, le syndicat Rhône Ventoux et Suez jouent le rôle d'acteurs pédagogiques du territoire. La sensibilisation des plus jeunes sur ces sujets est primordiale pour développer la capacité d'agir nécessaire afin de répondre aux enjeux de la ressource, aujourd'hui et demain.

J.R.

Syndicat Rhône Ventoux : les ressources en eau face au changement climatique

Écrit par le 23 novembre 2024



HOCQUEL A - VPA

En novembre dernier, le Syndicat des eaux Rhône Ventoux a organisé une conférence 'Ensemble relevons les défis du manque d'eau' à Mazan. L'occasion de partager autour de l'impact du changement climatique sur l'eau après un été sous le signe de la sécheresse.

L'après-midi s'est déroulée en quatre temps : l'intervention de l'hydrologue Emma Haziza, celle de l'hydro-géologue du Syndicat Rhône Ventoux Marjolaine Puddu, ainsi que celle de la directrice de Suez Laurence Perez, pour finir avec un moment d'échange avec la salle afin d'élaborer des pistes de réflexion.

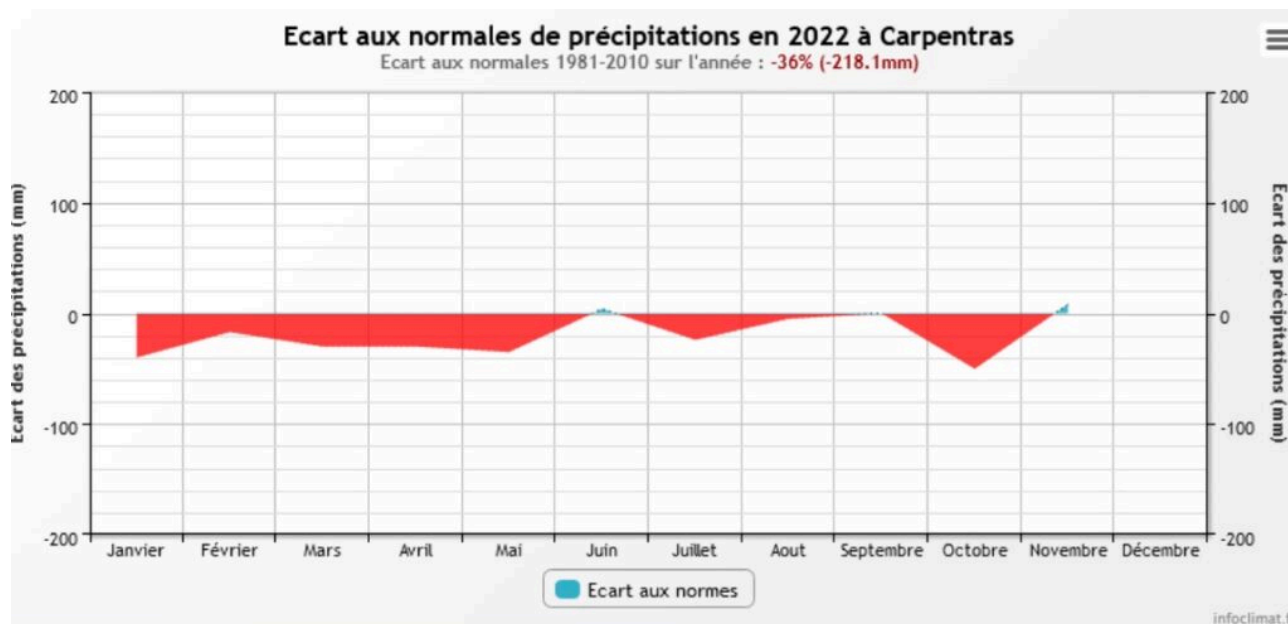
70 personnes étaient présentes à cette conférence qui était à destination des élus et des agents des services de l'État. Plusieurs sujets ont été abordés tels que la dégradation du contexte climatique et hydrologique, le constat local, la perception des usagers sur le manque d'eau, ainsi que les potentielles solutions à mettre en place afin d'anticiper les années à venir.

Un retour à la normale impossible

À l'aide de différents graphiques, l'hydrologue Emma Haziza a tout d'abord démontré à quel point le contexte climatique et hydrologique s'était dégradé en l'espace de cinq ans seulement. Aujourd'hui, près

Ecrit par le 23 novembre 2024

de trois quarts des nappes phréatiques françaises sont plus basses que la normale et ne peuvent être rechargées avant chaque été car depuis 2016, les précipitations sont 10% inférieures à la normale sur l'ensemble du pays.



L'hydrologue a notamment alerté sur le fait que cette situation, qui aujourd'hui semble exceptionnelle, va devenir la norme d'ici peu de temps. Les météorologues constatent d'ailleurs que la France se réchauffe 50% plus vite que ce qui était prévu à l'origine. Pour la spécialiste, il faut donc engager ce qu'elle appelle la « résilience des territoires », c'est-à-dire envisager la ressource en eau différemment.

Une dépendance au Rhône

En Vaucluse, le constat est sans appel. Les arrêtés de sécheresse commencent beaucoup plus tôt (vers avril en 2022) et se terminent beaucoup plus tard. D'ailleurs, [la préfecture vient seulement de lever les restrictions sécheresse](#).

Le territoire Rhône Ventoux est majoritairement alimenté par le Rhône, qui représente environ 76% de la production. Si cette ressource n'est pour le moment pas trop impactée, une baisse de débit est évidemment projetée, au vu de la vitesse alarmante à laquelle le climat se dégrade. Le Syndicat travaille donc sur la diversification des ressources dans le but d'être moins dépendant du Rhône, notamment sur le Miocène qui est une ressource assez stratégique et qu'il faut préserver pour l'eau potable. Cette source est peu exploitée car elle est moins productive que le Rhône, donc un forage test devrait être réalisé cette année sur la commune de Carpentras.

Un autre problème se pose au niveau de l'exploitation des autres sources : certaines sont dépendantes de la pluviométrie. C'est le cas par exemple de la source Saint-Barthélémy, à Pernes-les-Fontaines. Une interrogation se pose donc pour le Syndicat : comment anticiper ce problème ?

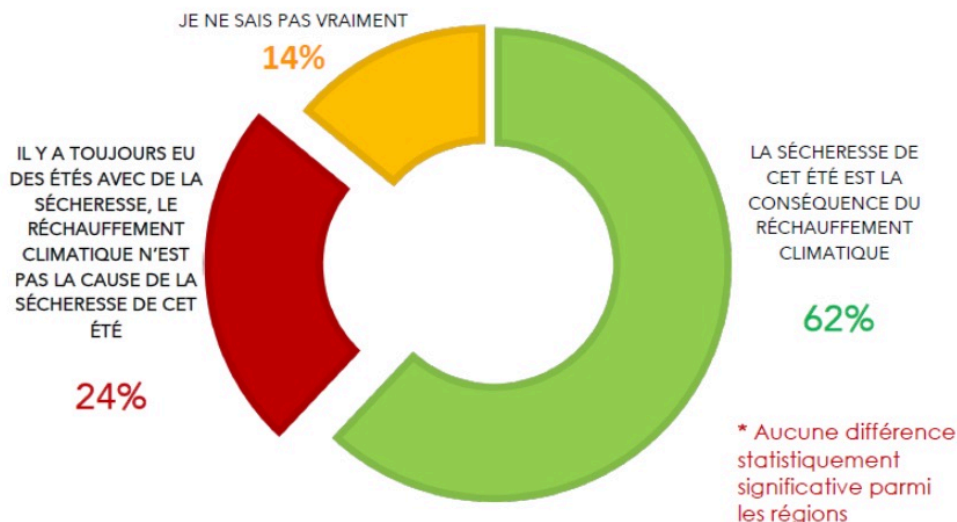
Ecrit par le 23 novembre 2024



La perception des usagers

Une enquête menée par le Centre d'information sur l'eau (C.I.eau) a révélé que 90% des Français sont inquiets de revoir des épisodes de sécheresse comme celle de cet été mais que près d'un quart ne voit pas le lien entre celle-ci et le changement climatique.

Ecrit par le 23 novembre 2024



Ainsi est venu le moment d'échange avec la salle afin d'établir des pistes de réflexion. Comment mieux informer les usagers ? Comment adapter nos habitations pour mieux récupérer l'eau de pluie ? Comment réutiliser les eaux usées ? Cette dernière interrogation fait l'objet d'un projet est en cours de maturation au sein du Syndicat. Globalement, la question qui est revenue plusieurs fois est : comment concrètement mettre en pratique des choses pour mieux anticiper à l'avenir ?

Dominique Santoni, Présidente du Conseil Départemental, lance les 1ers Etats Généraux de l'Eau en Vaucluse

Ecrit par le 23 novembre 2024



« Il y a urgence. Depuis Janvier, ne sont tombés que 200 millimètres d'eau de pluie et l'année 2022 est la plus chaude depuis qu'existent les relevés météo, avec cet été 75 nuits à plus de 25°, un record » explique Dominique Santoni pour ouvrir cette rencontre en présence de la Préfète Violaine Démaret, de la vice-présidente de la Région Sud, Bénédicte Martin, d'André Bernard, Président de la Chambre Régionale d'Agriculture, mais aussi de représentants d'intercommunalités, de villes, de syndicats d'eau potable et de rivières, de parcs naturels, de la Société du Canal de Provence, d'associations d'irrigants.

« Pour appuyer ce constat alarmant » a-t-elle ajouté, « Nous savons que cet été, une centaine de communes en France ont dû être approvisionnées en eau potable par des camions citernes. Chez nous, c'était le cas sur le Plateau de Sault. Nous devons donc jouer collectif pour poser un constat, travailler ensemble à fixer un calendrier et déterminer les pistes concrètes pour répondre à cette raréfaction de l'eau ».

Bénédicte Martin, qui représentait le président de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, Renaud Muselier, poursuit : « L'eau, c'est notre ADN, notre source de vie, au cœur de nombre d'activités humaines, l'agriculture, le tourisme. La guerre de l'eau de cet été a accéléré le phénomène, nous devons donc trouver des solutions pour aller plus loin, plus vite. Pour irriguer l'agriculture, la Région Sud mettait 5M€/an dans la balance en 2020, désormais elle en met 10M€. Nous devons nous adapter, avoir recours à

Écrit par le 23 novembre 2024

moins d'intrants, moins de phytosanitaire, planter des variétés nouvelles, moins gourmandes en arrosage et qui résistent au stress hydrique ».



Violaine Démaret, Préfète de Vaucluse avec Dominique Santoni, Présidente du Conseil départemental de Vaucluse et Bénédicte Martin, Vice-présidente du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur ©CD84

« D'ici 2050, Avignon pourrait subir le même climat que Naples et en 2100, on pourrait se croire en Tunisie, dans le désert »

A son tour, la préfète explique « En 2022, on a dit que la situation était exceptionnelle, mais elle pourrait devenir la norme, la règle. D'ici 2050, Avignon pourrait subir le même climat que Naples et en 2100, on pourrait se croire en Tunisie, dans le désert... » Violaine Démaret poursuit : « L'eau peut se décliner en plusieurs thèmes : l'eau potable pour boire, vivre ; l'irrigation pour l'agriculture pour que poussent les fruits et légumes ; les milieux naturels, lacs, plans d'eau ; les barrages et retenues comme Serre-Ponçon

Ecrit par le 23 novembre 2024

pour l'hydro-électrique ; la sécurité comme l'eau qu'écopent les Canadair pour éteindre les incendies ; les citernes pour apporter aux habitants des communes victimes de sécheresse, l'eau à usage industriel. Mais elle n'est pas une variable d'ajustement, nous devons changer nos pratiques, économiser cette ressource devenue rare, prélever moins dans les nappes phréatiques et les rivières, trouver ensemble des solutions. Cela ne se fera pas en un jour, mais il n'y a pas une minute à perdre. Alors retrouvons-nous les manches ! »

Au cours de la conférence de presse qui a suivi, il a été question des « éco-gestes », comme prendre une douche plutôt qu'un bain, ré-utiliser les eaux usées, faire la chasse aux fuites dans les réseaux de canalisations, voir comment ne pas vider totalement l'eau des piscines municipales quand une analyse bactériologique est mauvaise. Certains se demandent même si c'est la fin des golfs, des hippodromes, des pelouses gazonnées. Violaine Démaret explique même qu'il existe « Encore à ce jour, en décembre, une interdiction d'utiliser l'eau du Lez, vu l'état de la nappe phréatique » alors que d'habitude on peut arroser son jardin en septembre.

Partir des solutions qui existent

Le Vaucluse se caractérise par un territoire structuré en 16 bassins versants et donc exposé aux risques d'inondations. Pour protéger les biens et les personnes des « Syndicats de rivières » sont là pour gérer les lits et les berges, préserver le milieu naturel, dégager les troncs, branches et embâcles qui empêchent l'eau de circuler, notamment sous les ponts (comme on l'a vu à Bédarrides, le 22 septembre 1992, lors des inondations historiques, il y a 30 ans).

Le département protège également les « zones humides » et leur biodiversité, comme l'Etang Salé de Courthézon, l'Arboretum de Beauregard, le Lac du Paty à Caromb ou Les Confines à Montoux. Ces marais, prairies, étangs qui représentent plus de 12 000 hectares et abritent castors, loutres, rainettes et libellules.

En partant de solutions qui existent déjà et d'autres qu'il nous faut imaginer, Le Vaucluse se positionne comme un département-pilote dans cette réflexion pour garantir un accès à l'eau pour tous. Et il participera, au printemps prochain, à Marseille, aux « 1ers Etats Généraux Régionaux de l'eau » qu'organisera Renaud Muselier avec le Préfet de Région, Christophe Mirmand et les différents partenaires concernés comme le Canal de Provence, EDF, le responsable du Barrage de Serre-Ponçon dans les Hautes-Alpes ou du Lac de Sainte-Croix sur le Verdon, entre le Var et les Alpes de Haute-Provence.

<https://youtu.be/f5AVlIrMeS0>

Ecrit par le 23 novembre 2024

Veolia : face aux pénuries d'eau, quelles solutions ?



Veolia vient d'organiser une table-ronde sur le thème « face aux pénuries d'eau, quelles solutions ? ». Ce rendez-vous s'inscrit dans une série des discussions sur les thématiques du climat, de la transition énergétique et de la relance verte.

Prendre conscience des enjeux climatiques pour y faire face est une priorité. Dans ce contexte, **Veolia** organise une série de matinées sur les thématiques du climat, de la transition énergétique et de la relance verte. Ces rendez-vous, à destination des élus et des institutionnels, prennent la forme de table-rondes dans lesquelles interviennent différents experts. L'objectif : contribuer à la prise de conscience et

Ecrit par le 23 novembre 2024

à l'émergence de solutions adaptées localement.

Ainsi, vendredi 14 octobre, une table-ronde était organisée sur le thème « face aux pénuries d'eau, quelles solutions ? », à l'espace co-working [Cowool](#) d'Avignon.

Un état des lieux de la situation

Quelles seront les conséquences concrètes du réchauffement climatique dans la région d'ici quelques années ? C'est sur cette interrogation que la table-ronde a commencée. Toutes les situations ont été présentées, des plus optimistes aux plus pessimistes.

Si l'on suit l'hypothèse la plus pessimiste, « nous pourrions avoir 20 jours de canicule supplémentaires par an, avant 2041 » explique [Géraud Gamby](#), chef de projet valorisation de l'eau chez Veolia, « le débit moyen des cours d'eau pourrait diminuer de 36%, tout comme le remplissage des nappes phréatiques ». La diminution du débit des cours d'eau de la région, notamment dans La Durance, aurait de lourdes conséquences, en particulier sur le milieu agricole.

« 80% de la ressource utilisée en irrigation dans le Vaucluse vient du bassin de la Durance » poursuit [Georgia Lambertin](#), présidente de la [chambre d'agriculture du Vaucluse](#), « le reste vient des forages de nappe et de certains affluents du Rhône ». La présidente de la chambre responsable de l'accompagnement des agriculteurs continue « les agriculteurs ont conscience du changement climatique. Avant, ils leur arrivaient un aléa tous les 4-5 ans. Aujourd'hui, ils leur arrivent 4-5 aléas tous les ans ».

L'eau est indispensable aux agriculteurs. « S'il n'y a plus d'eau verte, il n'y a plus de nourriture », explique [Nicolas Roche](#), professeur à Aix-Marseille Université et membre du groupe régional d'experts sur le climat en Paca ([GREC Sud](#)). L'eau verte est celle issue des précipitations qui est absorbée par les végétaux. En Vaucluse, elle représente 62% des eaux. Les 38% restants constituent l'eau bleue, c'est-à-dire l'eau qui s'écoule dans les cours d'eau jusqu'à la mer et qui est utilisée pour les usages domestiques.

Alors, face à ces constats, quelles solutions mettre en place pour préserver l'eau ?

Ecart moyen du nombre de jours/an de vagues de chaleur estivales sur l'EPCI entre 1976/2005 et 2041/2070 © Veolia

Quelles solutions pour mieux préserver la ressource ?

Pour Nicolas Roche, « il faut arrêter de faire de la compétition entre les usages de l'eau. Il faut penser les usages les uns à la suite des autres et apporter des solutions spécifiques à chaque territoire. Pour cela, il faut des décisions politiques ». Même constat du côté de Georgia Lambertin, « si on veut avancer, nous sommes obligés de travailler en partenariat et de nous faire entendre par les administrations ».

« Il faut arrêter de faire de la compétition entre les usages de l'eau. »

Ecrit par le 23 novembre 2024

Nicolas Roche

[Julien Baroni](#), co-fondateur de [DV2E](#), société d'études et de services dans les domaines de l'eau, du déchet et des sols pour l'agriculture, partage l'idée de penser les usages de l'eau les uns à la suite des autres. « Nous recyclons le verre depuis les années 50 et pas l'eau. Il va falloir changer de paradigme » ajoute-t-il. Même si le recyclage n'est pas la solution miracle, il constitue une première étape, celle de l'économie, « si nous recyclons 1 litre d'eau deux fois, cela représente 2 litres d'économisé ».

L'utilisation des eaux non-conventionnelles, c'est-à-dire l'eau de mer, l'eau de pluie, les eaux usées traitées, est également une hypothèse évoquée par le co-fondateur de DV2E, « on pourrait imaginer disposer de deux robinets : un pour l'eau potable et l'autre pour l'eau non-conventionnelle. Pour cela, il faut repenser les aménagements ».

Pour Géraud Gamby, l'économie de l'eau passe avant tout par une diminution des consommations et des pertes de réseaux. « Il faut aller vers la sobriété. Chacun doit fournir des efforts. Les agriculteurs et les entreprises font des efforts, c'est maintenant au tour des particuliers. Ils sont les plus gros consommateurs d'eau. Il faut les sensibiliser et faire des économies qui ne se remarquent pas, par exemple en réduisant la pression des robinets » a-t-il déclaré.

Pour mettre en place ces solutions, il faut des lois adaptées, mais quand est-il ?

La réglementation, contrainte ou levier ?

« La réglementation concernant le recyclage de l'eau est en train d'évoluer » explique Julien Baroni. Aujourd'hui, il est possible de réutiliser les eaux non conventionnelles, comme les eaux usées traitées provenant des stations d'épuration. La réutilisation des eaux usées traitées (REUT) constitue une alternative à l'utilisation des eaux conventionnelles.

En France, le retraitement et la réutilisation des eaux usées traitées sont encadrés par deux arrêtés ministériels de 2010 et 2014. Cette réglementation définit quatre catégories d'eau (A, B, C, D), leurs critères de qualité et les usages autorisés et interdits. S'ajoute à la réglementation française, le règlement européen, plus souple.

Pour Georgia Lambertin, la réglementation actuelle est contraignante, mais permet aux acteurs territoriaux de mieux connaître leurs usages en effectuant eux-mêmes la régulation de la ressource. Cette réglementation permet ainsi de mieux anticiper les besoins.

« Certaines chambres d'agriculture deviennent des organismes uniques de gestion collective » explique-t-elle. Un organisme unique de gestion collective (OUGC) est une structure en charge de la gestion et de la répartition des volumes d'eau prélevés à usages agricoles pour l'ensemble des irrigants d'un bassin.

La chambre agricole du Vaucluse est en charge des bassins versants interdépartementaux du Lez Provençal, du Lauzon, de l'Aygues/Eygues provençale, de l'Ouvèze provençale, de la Nesque et du

Ecrit par le 23 novembre 2024

Cavalon/Coulon. Grâce à cette réglementation, la chambre agricole du Vaucluse peut anticiper les besoins de chaque agriculteur.

Pour Nicolas Roche, la réglementation doit aller plus loin, « il faut d'abord mettre un cadre avant d'apporter des solutions ».



« La qualité de l'eau est le premier facteur d'amélioration de la santé » Nicolas Roche © L'Echo du mardi - Jérôme Renaud

Avancer concrètement

Ainsi, dans l'immédiat, quelles sont les actions à mettre en œuvre pour avancer concrètement ? Pour Georgia Lambertin, « il faut changer de type de culture, avoir une production moins demandeuse en eau, sans aller vers une production sèche ». Le plus important reste pour elle de « maintenir l'agriculture face au changement climatique pour limiter la hausse de température et conserver notre souveraineté alimentaire ».

Écrit par le 23 novembre 2024

« il faut changer de type de culture, avoir une production moins demandeuse en eau, sans aller vers une production sèche »

Georgia Lambertin

Du côté de Julien Baroni, la solution passe par la réutilisation des eaux usées traitées (REUT), « il faut mettre en place un projet de recyclage de l'eau, viable techniquement et acceptable financièrement ».

Même constat du côté de Nicolas Roche. Le membre du GREC Sud propose même d'aller plus loin avec la mise en place d'un système de mesure pour connaître l'état de la ressource, « on est capable de mesurer l'électricité utilisée, le carburant également, mais pas l'eau. On pourrait mettre en place un système de pompe électrique afin de mesurer notre consommation ».

« Il n'existe pas de solution miracle, mais beaucoup de solutions existent déjà », selon Géraud Gamby. Pour le chef de projet valorisation de l'eau de Veolia, quatre actions concrètes peuvent être mises en place dès maintenant :

- Bien piloter la ressource eau : en la préservant, en connaissant sa consommation, en réduisant le débit.
- Optimiser le service : éviter les fuites sur le réseau, optimiser les industries et les services des collectivités.
- Réduire les consommations : apporter juste ce dont la plante a besoin (en agriculture), aller vers une sobriété des particuliers et des industries.
- REUT : utiliser des eaux alternatives.

Si [Lucien Stanzione](#), sénateur de Vaucluse, partage l'idée selon laquelle il n'existe pas de solution miracle, l'élu socialiste reste cependant attaché à une gestion publique de l'eau. Il se déclare même favorable à la création d'une structure publique qui regrouperait toutes les problématiques autour de la question de l'eau.

Écrit par le 23 novembre 2024



Pour Lucien Stanzione, « il faut être vigilant à ce que l'agriculture ne soit pas impactée par les pénuries d'eau » © L'Echo du mardi - Laurent Garcia

En fin de compte, la difficulté est de combiner les technologies et de ne pas travailler sur un seul levier. Quoi qu'il en soit, pour être efficace, les réponses et solutions face aux pénuries d'eau doivent être collectives.

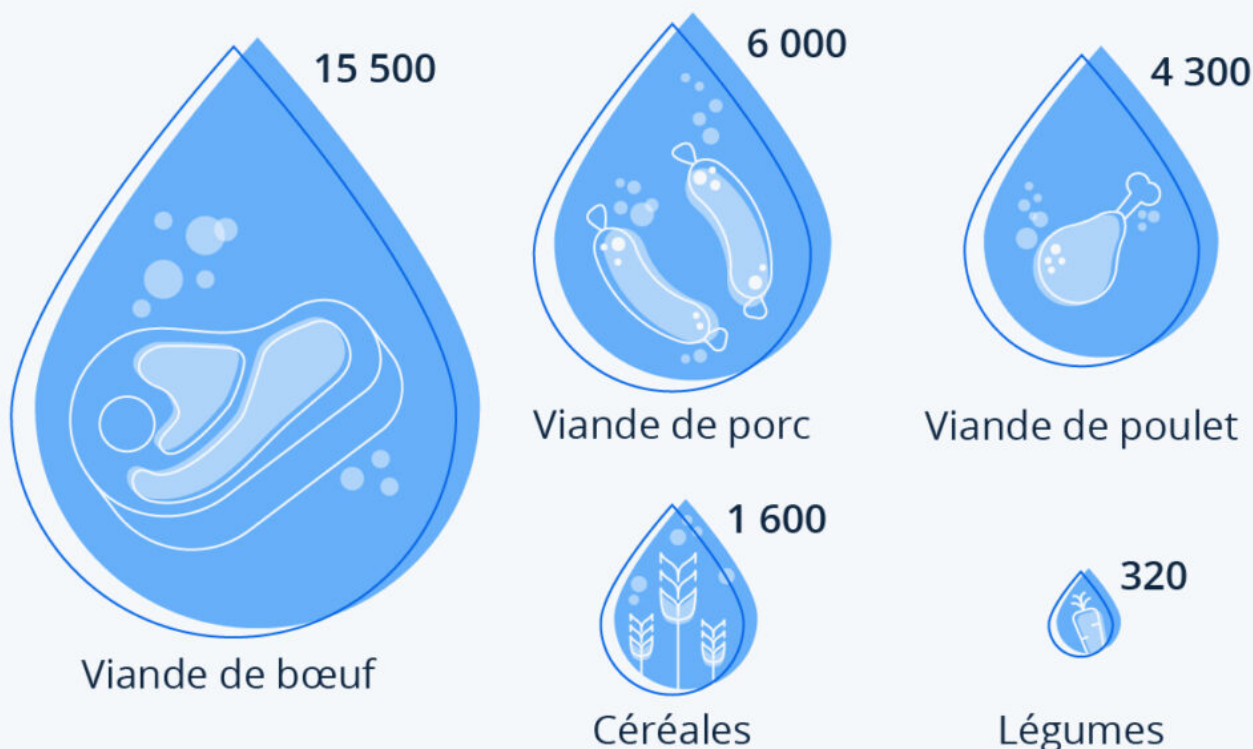
J.R.

Ecrit par le 23 novembre 2024

Combien d'eau consomme la production de viande ?

Combien d'eau consomme la production de viande ?

Consommation d'eau pour la production d'un kilogramme des aliments suivants (en litres)



Source : FAO, The State of Food and Agriculture 2020



Écrit par le 23 novembre 2024

Le changement climatique aggrave la pénurie d'eau dans le monde. Au niveau mondial, le secteur agricole est considéré comme le plus grand consommateur d'eau.

La production de viande en consomme une grande partie : selon [Waterfootprint](#) Network, environ 30 % de l'eau utilisée dans le monde sert à la production de produits d'origine animale. Pourquoi utilise-t-on autant d'eau pour produire la viande ?

Dans la production de viande et d'autres produits d'origine animale, la plus grande partie de l'eau est utilisée pour la culture des aliments destinés aux animaux d'élevage. La culture d'aliments pour animaux tels que les céréales et le soja occupe plus de 83 pour cent des terres agricoles du monde - et une grande partie de l'eau - selon la revue spécialisée [Science](#).

Parmi tous les produits d'origine animale, la viande de bœuf est celle qui consomme le plus d'eau. La production d'un kilo de viande de bœuf nécessite jusqu'à 15 300 litres. En tenant compte de l'eau potable pour les animaux et de l'eau pour le nettoyage des étables, on arrive à un total de 15 500 litres d'eau pour 1 kilo de viande de bœuf.

De Claire Villiers pour [Statista](#)

Eau, Suez lance une appli, sur la qualité de l'eau, partout en France

Ecrit par le 23 novembre 2024



Suez lance '[Mon Eau](#)', une application gratuite pour s'informer de la qualité de l'eau, partout en France.

Selon le dernier baromètre CI EAU / Kantar 'Les Français et l'eau' 2021, 85% des Français ont confiance en l'eau du robinet, 68% la boivent quotidiennement et 34% souhaitent obtenir plus d'informations sur sa qualité. Par ailleurs, ils sont également conscients que le changement climatique bouleverse le cycle de l'eau et 64% craignent d'en manquer.

Tout savoir sur l'eau partout en France

L'application 'Mon Eau' permet d'accéder aux informations sur l'eau partout en France. Elle est téléchargeable depuis App Store et Play Store, que l'on soit ou non clients de Suez. On y trouve [la qualité et la composition de l'eau là où l'on se trouve : lieu d'habitation, de travail, de vacances](#). On y localise les points d'accès à l'eau tels que les fontaines publiques dans un rayon de 5, 10 ou 20 km, les lieux de baignade sécurisés à proximité -3 000 lieux sont actuellement recensés- et connaître le prix de l'eau. De nouvelles fonctionnalités devraient élargir le champ d'information.

Ecrit par le 23 novembre 2024

Information, les sources

Les données collectées pour le fonctionnement de l'application sont consolidées et mises à jour quotidiennement. Elles sont issues de sources officielles et mises à disposition en Opensource par DATA-GOUV, pour la qualité, le prix de l'eau et les points d'accès à l'eau, Et EEA (European Environment Agency / Agence européenne pour l'environnement) pour les baignades surveillées et la qualité des eaux de baignade.

Centraliser l'information sur l'eau sur le territoire

Avec 'Mon Eau', nous centralisons des données existantes sur une seule application, permettant de connaître la qualité de l'eau sur tout le territoire, en une consultation aussi simple que la météo, souligne Arnaud Bazire, directeur général des activités Eau de SUEZ en France, et ainsi sensibiliser les citoyens aux enjeux et à la nécessité de protéger l'eau.»

A Avignon

Pour la 3^e année consécutive, Eau Grand Avignon a mis en place, fin juin, des kiosques de brumisation qui diffusent, après avoir appuyé sur un bouton, une fine pluie rafraîchissante. Ils se situent Parc Colette avenue Eisenhower et avenue de la Croix des Oiseaux. Un 3^{ème} îlot a été mis en place parc Champ Fleury.

Ces installations ont également vocation à lutter contre le streetpooling

Le 'street pooling' consiste à ouvrir -illégalement- les bornes incendie pour en faire jaillir l'eau en geyser en bordure de route et de trottoir avec l'émission de 750 litres par minute. Les municipalités espèrent que les îlots de fraîcheur constituent une solution de rafraîchissement, permettant de détourner les habitants du streetpooling.

En savoir plus sur Suez

SUEZ, accompagne les collectivités et les industriels dans la gestion des services de l'eau, des déchets et de l'air. A ce titre, le Groupe produit de l'eau potable pour 66 millions de personnes dans le monde, créé 2 millions de tonnes de matières premières secondaires par an et 3,1 TWh d'énergie renouvelable à partir des déchets. Le groupe accueille 35 000 collaborateurs, notamment en France, en Italie, en Europe Centrale, en Afrique, en Asie et en Australie. Avec un chiffre d'affaires de plus de 7,5 milliards d'euros en 2021 avec de fortes perspectives de croissance. Le groupe s'appuie sur un Consortium d'investisseurs constitué de Meridiam et GIP - à hauteur de 40 % du capital chacun - et du Groupe Caisse des Dépôts et Consignations à hauteur de 20 % du capital dont 8 % pour CNP Assurances, pour poursuivre son développement en France et à l'international.

MH

Ecrit par le 23 novembre 2024

L'APPLI À CONSULTER JUSQU'À PLUS SOIF.

L'appli MonEau géolocalise les fontaines
et points d'eau potable autour de vous, partout en France*.

Téléchargez, cliquez, buvez.



MonEau

Fontaines, qualité, baignade
partout en France



* Metzoppe - Corse - Guadeloupe - Martinique - La Réunion

Téléchargez l'appli sur



Eau Grand Avignon : des usagers satisfaits de leur service de l'eau

Ecrit par le 23 novembre 2024



Mardi 5 juillet s'est tenu le 3^e comité usagers du service public de l'eau du Grand Avignon. Ce comité a pour mission de suivre dans la durée la satisfaction des usagers du service de l'eau. La satisfaction client mesurée révèle une note de 8 sur 10.

Mardi 5 juillet s'est tenu le 3^e comité usagers du service public de l'eau du Grand Avignon. Ce comité, à



Ecrit par le 23 novembre 2024

l'initiative du [Grand Avignon](#) et de [Eau Grand Avignon](#), a pour mission de suivre la satisfaction des usagers du service de l'eau via des indicateurs semestriels, tirés notamment des résultats d'enquêtes de satisfaction.

Pour cela, il est constitué de parties prenantes internes (Eau Grand Avignon et Grand Avignon) et aussi des parties prenantes externes (associations et représentants de la société civile). Ce comité des usagers, qui se réunit deux fois par an, constitue un outil important pour veiller à l'amélioration permanente de la qualité du service de l'eau du Grand Avignon.

La satisfaction client mesurée révèle une note de 8 sur 10 en progression constante en 2022 et 2021 au regard de 2020.

A noter, une diminution sensible du nombre de contacts semble se profiler depuis début 2022 en comparaison de l'exercice 2021, preuve de l'efficacité des parcours en ligne et d'une situation désormais stabilisée laissant penser que les usagers ont moins de questionnement sur leur service de l'eau.

J.R.